

# Méditerranée et développement partagé: les nouveaux enjeux

## Intervention conclusive

Radhi MEDDEB, Président IPEMED

MESDAMES ET MESSIEURS,

Nous en arrivons au terme de nos travaux et je vais essayer de les synthétiser et d'en restituer l'essentiel.

D'abord, un mot sur le contexte régional, fait aujourd'hui de crises partagées et de défis communs:

- La crise économique et financière au Nord ébranle non seulement les économies du Nord mais celles du Sud aussi. Les économies des deux rives sont fortement interconnectées et interdépendantes : un point de baisse du PIB en Europe entraîne entre 0.6 et 0,9 point de baisse en Tunisie, par exemple,
- Le chômage des jeunes et surtout leur immense désillusion face aux discriminations générées par une certaine forme de la mondialisation,
- La nécessaire recherche d'une plus grande compétitivité des économies de chacune des deux régions,
- Des besoins communs de plus en plus importants pour satisfaire les demandes des populations,
- Le recours aux Partenariats Public Privé s'avère de plus en plus nécessaire dans un contexte où les États sont désargentés alors que les besoins vont largement au-delà de leurs capacités.

Les révolutions vécues depuis bientôt deux ans dans plusieurs pays arabes avaient souvent des raisons largement partagées.

Dans un rapport du PNUD traitant du développement humain dans le monde arabe en 2001, tout ou presque était déjà dit. Dans son introduction, l'administrateur général signalait que si de multiples progrès avaient été réalisés en matière de développement humain dans le monde arabe, trois exigences essentielles n'avaient pas encore eu un début de réponse et il exhortait alors les dirigeants de la région à s'en préoccuper.

Il s'agissait alors de:

- L'exigence de la voix: plus de dignité, plus de liberté de parole, d'expression, de pensée, d'organisation, de manifestation...
- L'exigence de meilleures conditions sociales:
  - L'analphabétisme reste très élevé dans la région: globalement autour de 40% de la population adulte,
  - Le chômage est un fléau généralisé, frappant de plus en plus les groupes fragiles et vulnérables: les jeunes, les femmes, les périurbains et les ruraux, mais aussi les diplômés de l'enseignement supérieur,

- La situation de la femme, pas toujours enviable, dans l'immense majorité des pays de la région, avec de multiples discriminations en matière de statut, d'accès au travail, de droits économiques et sociaux,

Et enfin

- L'exigence de plus grandes opportunités économiques:
  - Avec la nécessaire libération de l'initiative privée,
  - La rupture avec les économies de rente, de privilège et de proximité du pouvoir, qui caractérisent l'ensemble des pays de la région,
  - La nécessité d'impulser les investissements en infrastructures par une meilleure association du secteur privé, notamment à travers les Partenariats Public Privé.

Les modèles de développement économique ayant prévalu dans les différents pays de la région, ont montré globalement leurs limites.

Et pourtant, tout dans l'héritage n'aura pas été négatif, loin de là. Il faut reconnaître que bien des choses ont été faites. A titre indicatif:

- Dans plusieurs pays de la région, la croissance aura été régulière et élevée, de l'ordre de 4 à 5% par an en Tunisie et en Egypte, sur longue période,
- La région aura amélioré largement sa capacité d'attraction des investissements directs étrangers. A titre d'exemple et entre 2004 et 2010: l'Egypte est passée de 300 millions de dollars d'IDE à 11 milliards de dollars, courant le risque d'une surchauffe économique et d'une dépendance dangereuse vis-à-vis du financement extérieur.

Mais cette croissance n'aura pas généré nécessairement le développement. Elle n'aura pas été assez inclusive, renforçant souvent les disparités sociales et régionales.

Elle aura manqué de redistribution, marginalisant des couches entières des populations et générant de multiples discriminations et exclusions. A titre d'exemple, seuls 52% des tunisiens en âge de l'être, sont bancarisés, ce qui à contrario se traduit par une exclusion financière et donc économique des 48 autres %.

La croissance aura manqué également de solidarités: territoriales, sociales et générationnelles.

Aujourd'hui, pour avancer ensemble sur la voie d'un développement partagé entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, il est impératif que nous partagions et renforçons certaines valeurs essentielles.

Je retiendrai d'abord celle de la modernité. Il s'agit notamment d'identifier et de mettre en œuvre des nouvelles modalités d'accompagner les transitions démographiques et démocratiques, de veiller au respect des valeurs universelles des Droits Humains, d'approfondir sans cesse le statut de la femme et de favoriser une meilleure adéquation de l'éducation et de la formation aux besoins des économies et plus généralement de la citoyenneté et du vivre ensemble.

La deuxième des valeurs à promouvoir est celle de la Solidarité, d'abord, celle des visions politiques, pour la construction de la région et de ses sous-régions pertinentes. La crise au Nord n'exonère pas l'Europe de cette solidarité. L'échec éventuel de tout ou partie des expériences du printemps arabe

pourrait mettre en péril les acquis et la stabilité de l'Europe. Nous sommes sur le même radeau. Évitions qu'il ne dérive au seul gré de la mondialisation.

La solidarité devra être également celle des cadres institutionnels par le développement de politiques communes, la clarification des dispositifs existants et la convergence législative. Je salue à cet effet Denis Simonneau, dans sa référence à la nécessaire clarification de l'article 9 de la directive européenne Climat et Énergie de Décembre 2010. Il n'y aura pas, avant longtemps, de développement des énergies nouvelles et renouvelables, dans la région et au profit de tous, sans une solidarité clairement affirmée de l'Europe à ce sujet.

La solidarité devra également être celle des projets. Il faut rompre avec les visions: «Nous avons le savoir faire, vous avez les ressources ou encore vous avez la main d'œuvre». Mais il faudra développer également plus de solidarité sur le terrain par une plus grande association des populations à la prise en charge de leur destin (société civile), par un plus grand développement de la micro finance et par la promotion d'un nouveau secteur: celui de l'économie sociale et solidaire de marché à côté des secteurs traditionnels public et privé.

La dernière des valeurs que j'appelle de tous mes vœux est celle de la performance. Elle passera entre autres par la Co-localisation d'entreprises régionales entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Il s'agira là d'un repositionnement stratégique pour la recherche d'une plus grande efficacité, à travers la valorisation des avantages compétitifs des deux rives.

La région doit monter globalement dans la chaîne de valeurs. Aucun des pays ne le fera tout seul. A titre d'exemple, en Tunisie: 90% des primo-demandeurs d'emploi annuels sont des diplômés de l'enseignement supérieur, alors que le taux d'encadrement de l'économie n'est que de 10%. Cela génère inéluctablement soit le chômage et le désespoir, soit l'émigration clandestine. La solution ne viendra que d'une montée en gamme, d'une plus grande intégration de valeur ajoutée et cela ne sera possible que sur la voie de la modernité, de la solidarité et de la performance.

Merci pour votre attention.